

Rentrée scolaire

La grande misère des universités et des étudiants

Aux déficits liés à l'autonomie des universités viennent s'ajouter les «réserves de précaution» imposées par le ministère, austérité aggravée que dénonce FO.

La rentrée universitaire 2012 se poursuit. Sur les 2,38 millions d'étudiants attendus, une majorité –58,5%– va rejoindre les universités. À cette occasion, l'UNEF s'inquiète d'une paupérisation grandissante. Seuls 20% des étudiants sont boursiers, tandis que les trois quarts d'entre eux sont obligés d'exercer une activité salariée pour financer leurs études.

Les bourses ont été revalorisées de 2,1% et le gouvernement va débloquer 150 millions d'euros pour verser le dixième mois, créé l'an dernier mais non budgété. Par ailleurs, en novembre, devraient s'engager des discussions entre l'UNEF et Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sur la création d'une allocation d'études supérieures, sous condition de ressources, promise par François Hollande. «On est prêt à remettre à plat l'ensemble des aides que sont les bourses, la demi-part fiscale, l'allocation logement et les aides sociales du comité national des aides universitaires», a indiqué la ministre lors de son point de presse de rentrée du 19 septembre. Le syndicat étudiant s'est immédiatement élevé contre une «remise en cause des aides au logement», estimant qu'«en l'absence d'une aide universelle, il est impensable de priver des milliers d'étudiants, quel que soit leur milieu d'origine, de la seule et unique aide à l'autonomie qui existe en France».

La loi LRU n'est pas remise en cause

Mais cette rentrée se caractérise aussi par les déficits constatés dans le budget des établissements. Selon Mme Fioraso, dix-neuf universités sont concernées, et pour onze d'entre elles cela fait deux ans que cela dure. Cela touche de grosses facs, comme Paris-Diderot, et des plus petites, telle celle de Pau. Plus globalement, la moitié des quatre-vingt-cinq universités de France sont dans une situation alarmante. Face à cela, le ministère a imposé aux établissements des «réserves de précaution» pour 2012 et 2013, mais cela grève encore un peu plus leur budget utilisable. Pour le Syndicat national des personnels dans la Recherche et l'Enseignement supérieur (SNPREES FO) cela entraîne une aggravation de l'austérité. C'était avant le Conseil des ministres du 28 septembre où fut présenté le projet de loi de finances (PLF) pour 2013, où il est dit que «les charges de fonctionnement des universités seront réduites de 7%».

Quant aux déficits actuels des universités, Mme Fioraso fait bien le lien avec la loi LRU de 2007, dite «loi Pécresse», qui a imposé leur autonomie, réponse au désengagement de l'État, les présidents devant gérer leur budget, masse salariale comprise, dans des temps de pénurie. Pour autant, la ministre considère simplement que la loi LRU n'a «pas été accompagnée sur le terrain», et elle propose une nouvelle loi qui «corrige la mise en œuvre bâclée». Ce serait pour le début de l'année prochaine, à l'issue des Assises de l'enseignement supérieur lancées par elle cet été. Dans ces mêmes Assises, le SNPREES FO revendique l'abrogation de la loi LRU. «Après cinq ans d'autonomie, constate-t-il, les faits démontrent que l'État doit reprendre ses prérogatives.»

Activité syndicale du 06/10/2012

